

Discours Fête des travailleurs – 1^{er} mai 2019

Mesdames, Messieurs, les élus,
Mesdames, Messieurs, les récipiendaires,
Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Bienvenue dans cette salle Ste Cécile où nous sommes rassemblés - en cette journée internationale d'expressions revendicatives - pour ce moment particulier qu'est la remise de gratifications pour 20 ans, 30 ans, 35 ans et avec l'échelon « grand or » pour 40 années de travail.

Cette manifestation est aussi l'occasion d'évoquer la situation vécue par nos concitoyens, ... qui est bien différente de celle perçue sous les lustres des ministères ou du Palais de l'Élysée.

Le Président de République n'a apporté que bien peu – voire pas du tout – de réponses concrètes face aux colères exprimées, face aux angoisses qui font le quotidien de centaines, de milliers, voire de millions, de salariés et de retraités.

Les revendications - **justes** - qui s'expriment depuis de nombreuses années face à la progression des inégalités sociales, fiscales et territoriales ne sont pas prêtes de s'éteindre compte tenu de ce qui a été annoncé, certaines annonces n'étant que de belles subtilités de communication.

Par exemple, vous avez entendu, comme moi, qu'il n'y aura plus de fermeture d'écoles, qu'on ne fermera plus d'hôpitaux ... sans l'accord des maires ... Sauf que les projets de fermeture de classes et de services hospitaliers ne sont pas stoppés. Sauf que ce ne sont pas les maires qui décident des moyens humains affectés au fonctionnement de ces services publics.

Ce ne sont pas les maires qui recruteront les enseignants pour faire en sorte qu'il n'y ait pas plus de 24 élèves par classe. Ce ne sont pas les maires qui vont engager les personnels soignants et administratifs qui font défaut dans les hôpitaux.

Ces emplois relèvent des budgets des ministères et donc des moyens accordés lors du vote de la loi de finances par les députés et sénateurs.

Ces annonces présidentielles datent de quelques jours, ... pour autant je n'ai pas entendu, par exemple,

- Une remise en cause des objectifs du plan « Ma santé 2022 »
- Une inflexion sur la réforme, controversée, du ministre de l'éducation nationale
- L'abandon du programme « action publique 2022 » qui vise à supprimer quelques milliers de postes de fonctionnaires alors que l'action publique est exercée par des entités différentes, avec des champs d'intervention extrêmement vastes, complexes, hétérogènes.

Les services publics représentent des biens communs au profit de tous. Ils ne peuvent pas être bradés.

Oui, le statut quo n'est pas tenable. Oui, les services publics ont besoin d'évoluer, d'être rénovés, améliorés pour être au service des citoyens et de l'intérêt général. Oui, ils sont un gage de cohésion nationale. Oui, ils donnent accès à des droits, ils protègent, aident, accompagnent.

Cela en fait le premier rempart contre les exclusions, les replis identitaires et le risque de morcellement de la société. La fin des injustices fiscales, l'exigence de l'amélioration du pouvoir d'achat des plus modestes, la proximité des services publics, donc de l'aménagement et de l'attractivité des territoires sont autant de sujets qui restent au cœur du mouvement social et de la nécessaire convergence des mouvements revendicatifs.

Derrière les annonces formulées, peut se cacher un autre enjeu, celui de nouveaux transferts de compétences vers les collectivités locales ou territoriales. Ce peut être le sens donné à cette nouvelle réforme de l'Etat, qui irait au-delà d'une simple évolution des institutions.

N'oublions pas que la baisse de la dépense publique, pour coller aux critères de gestion de la commission européenne, reste un objectif prioritaire du Président et du Gouvernement.

Ce phare de la pensée libérale qu'est la contrainte des 3% de déficit imposés aux états, donc aux citoyens, n'a pas de sens sauf :

- A vouloir le sacrifice de milliers d'emplois, sur l'autel des profits,
- A avaliser le rabougrissement des missions de services publics au mépris de l'efficacité et de la proximité,
- A accepter la remise en cause des garanties individuelles et collectives, donc le démembrement des conquêtes sociales obtenues dans la continuité de la victoire sur ceux qui préféraient Hitler au Front Populaire, les mêmes, aujourd'hui, qui préfèrent l'argent à la vie des gens et à l'environnement.

Aujourd'hui, comme hier, les conquêtes sociales se gagneront par la mobilisation et l'unité des travailleurs.

Aujourd'hui, plus encore qu'hier, le partage des richesses est le chemin de la raison. Il ouvre de réelles perspectives d'avenir, dans un monde de paix où l'on arrête de survivre pour, enfin, vivre

Pour nous, élus au service de nos concitoyens, la vie politique, c'est la vie tout court ; cette vie – ou cette survie – qui est confrontée aux défis du quotidien, qui subit les conséquences de choix et décisions politiques de plus en plus arbitraires, de plus en plus autoritaires.

Toutes ces mesures - éloignées des intérêts, des besoins d'une large majorité de la population - fragilisent plus encore un édifice républicain qui doit être rénové et non défait, alors que l'ombre de l'extrême droite se précise et s'affirme de plus en plus pour assurer la survie du système libéral, à bout de souffle.

A partir des préoccupations que nous entendons, à partir des convictions qui sont les nôtres, nous portons, avec détermination et loyauté, le combat contre les injustices, contre le fatalisme, contre cette sacro-sainte diminution de la dépense publique devenue le dogme absolu du néo-libéralisme de l'Europe.

Vous savez, comme nous, que cette « notion de dépense publique » est très sélective. Pouvoir et grands médias stigmatisent les dépenses que représentent les services à la population, alors que très rarement, ils évoquent, les cadeaux comme le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, une manne financière de quelques 40 milliards, convertie en baisse de charges depuis le 1^{er} janvier 2019.

Ce cadeau a été confirmé par le 1^{er} ministre ce lundi, en annonçant que ni le crédit d'impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ne feront pas partie des niches fiscales mises à contribution pour financer les baisses d'impôt sur le revenu promises par Emmanuel Macron.

Les préoccupations sur ces questions de l'emploi sont réelles, ... et vous avez sans doute entendu l'annonce de cession de magasins faite par le groupe Auchan, qui bénéficie du CICE, avec à la clef des suppressions de postes, ... dans la continuité des restructurations réalisées chez Carrefour, il y a quelques temps.

Cette annonce confirme un pouvoir au service du grand patronat, car ce sont bien les grands groupes, ceux qui en ont le moins besoin, qui profitent le plus d'une fiscalité inéquitable mise en lumière, aussi, par la suppression de l'ISF, par l'augmentation du coût des carburants et des transports, des hausses qui frappent celles et ceux qui ont besoin de leur véhicule pour se rendre à leur travail.

Avec ou sans gilet, nous sommes tous concernés par ces préoccupations, ces revendications qui attisent la colère des ménages les plus modestes :

- Avec de faibles salaires qui entraînent de faibles retraites, ... dont la ré-indexation n'interviendra que l'an prochain
- Avec l'allongement de la durée de vie - pas forcément en bonne santé - qui est présentée comme l'inéluctable conséquence d'un nouveau recul de l'âge de la retraite. *Il est vrai - qu'avant - seuls les riches, qui profitaient du travail des autres, vivaient vieux.*
- Avec ces actions qui se multiplient pour préserver l'emploi mais aussi des sites, des outils de travail modernes, parfois exceptionnels, des usines dont les carnets de commande ne sont pas vides.

Dans notre secteur, la vigilance s'impose aussi sur le front de l'emploi, quand on connaît la situation des sites, comme « *Firestone* », comme « *Ugine* », ...

Il y a également, cette prise de conscience que l'écologie, la vraie - pas celle du « green business » - est incompatible avec une économie de marché mondialisée animée par la recherche d'un maximum de profits.

L'écologie, indispensable à la survie de l'humanité, ne peut pas être une punition fiscale supplémentaire. Face à ces enjeux, affirmer « être ni de gauche, ni de droite », ... c'est juste une autre façon de dire qu'on est de droite ... et Macron est là pour nous le rappeler chaque jour.

L'apolitisme, c'est un peu comme le monoxyde de carbone, incolore, inodore, mais mortel pour celles et ceux qui n'y prennent pas garde. Un autre danger nous guette, et plus particulièrement nos enfants ou petits-enfants. Ce danger, c'est celui de la montée de l'extrême droite, qui surfe sur l'apolitisme, sur l'abstention, sur le « démagisme » dans un monde qui oublie l'histoire, dans un monde qui marche sur la tête et qu'il est urgent de remettre sur pied.

Pour une grande partie de la population, « L'Europe » est devenue, depuis les années 1980, la responsable de choix politiques qui favorisent la mise en concurrence des travailleurs pour mieux effacer les acquis sociaux, spécifiques à certains pays, dont la France, pour tirer vers le bas l'ensemble des droits, des acquis des travailleurs.

*En Roumanie, le salaire minimum est de 250,00 €, le salaire net moyen est à un peu plus de 500,00 €. Ce n'est pas de cette harmonisation-là dont nous voulons au nom d'une « **concurrence libre et non faussée** ».*

Le 1er mai, c'est donc un moment particulier pour évoquer les exigences pacifistes des travailleurs car jamais, tout au long de l'histoire, la guerre n'a jamais servi les intérêts des travailleurs.

Attiser les divisions, les concurrences, entre salariés, jouer avec les peurs, dont celle du déclassement social, inciter au développement de la haine des autres, des « étrangers », ...

- Autant d'artifices pour détourner le monde du travail de vrais enjeux,
- Autant de stratagèmes pour préserver le pouvoir des défenseurs des intérêts des financiers au mépris des droits des gens à vivre dignement, paisiblement,
- Autant de finasseries pour conforter le pouvoir du monde de l'argent.

Cette année 2019, marquera

- Le 160^{ème} anniversaire de la naissance de ce pacifiste engagé que fut Jean JAURES
- Et le 80^{ème} anniversaire de l'engagement de la seconde guerre mondiale, ...

Un conflit armé qui a trouvé ses racines dans la multiplication des tensions locales, des conflits régionaux, dans les volontés expansionnistes, les ambitions suprématistes des fascistes et des nazis, avec les conséquences que l'on ne peut oublier.

Malheureusement, la mémoire de ce que furent ces années de souffrances et de morts semble s'estomper, ...

Un lent et patient travail de « dédiabolisation » permet à des formations politiques de se revendiquer, en toute impunité, de cet héritage guerrier et criminel. Pour autant, cela ne gomme pas les signes constitutifs d'une extrême droite qui avance masquée.

En France comme en Europe, des actions violentes, l'antiparlementarisme, l'antisémitisme, les propos et les actes racistes... sont autant de faits qui, rassemblés au sein d'un projet politique, ont vocation à participer au renouveau d'un mouvement qui a conduit des millions de personnes à la mort, tant sur les fronts que dans les villes, dans les camps de concentration ou dans les chambres à gaz.

Ces événements tragiques et monstrueux, ne seront jamais un détail de l'histoire, d'autant que les ferments de haine sont toujours d'actualité, dans de très nombreux pays où la violence gagne du terrain.

Préserver la paix est un devoir qui nous concerne tous, d'autant que beaucoup d'entre nous ont eu cette chance de ne pas connaître les affres et les sacrifices d'une guerre. Cependant, le danger reste présent, sous différentes formes.

Les plus anciens d'entre nous, n'ont pas oublié les conditions de l'arrivée du fascisme au pouvoir, du fait de l'érosion de la démocratie, un risque présent chez nous, aujourd'hui.

Le 1^{er} mai, est un moment particulier pour, avec lucidité, évoquer ces enjeux et participer à la construction de l'alternative économique, sociale et politique, pour faire grandir cette exigence de Paix dont chaque peuple a tant besoin, pour bâtir un monde de bonheur.

Vive le 1^{er} Mai, Vive la fête des travailleurs !